



La Lettre Économique

Pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes

© DG Trésor

N°18 – Juin 2020

SOMMAIRE

LES BRÈVES EN BREF

MEXIQUE (p.9)

Commerce bilatéral franco-mexicain : 11ème excédent de la France dans le monde, les échanges commerciaux ont entrepris une reprise en demi-teinte en 2019

AMERIQUE CENTRALE (p.12)

Les échanges commerciaux entre la France et l'Amérique centrale (CA-4) en 2019

COSTA RICA (p.15)

La propagation du virus est limitée mais l'endettement se poursuit

REPUBLIQUE DOMINICAINE (p.18)

L'évolution du modèle de développement de la République dominicaine a permis une légère réduction des inégalités

CUBA (p.22)

Le secteur touristique à Cuba

FOCUS STATISTIQUE

LES BRÈVES EN BREF

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

COVID-19

- ❖ **Les mesures nationales liées à la « Mobilisation de saine distance » (distanciation sociales) qui avaient débuté le 23 mars ont pris fin le 30 mai. Désormais, la réouverture économique et le retour à la « nouvelle normalité » seront basés sur la situation sanitaire dans chaque état :** le Conseil général de la santé a approuvé la mise en place d'un feu de signalisation épidémiologique pour déterminer les étapes de déconfinement et le retour aux activités. Les secteurs de la construction,

de l'exploitation minière et des matériels de transports, dont l'automobile, ont été intégrés à la liste des activités essentielles pouvant reprendre leurs activités à compter du 1er juin.

- ❖ **La ville de Mexico a présenté son plan de sortie de confinement, dont les différentes étapes seront liées à l'évolution de l'occupation des hôpitaux.** A priori, la maire de la ville, Claudia Scheinbaum, anticipe une réouverture partielle des restaurants, des hôtels, des cinémas et des théâtres à la mi-juin (avec un taux d'occupation de 30 à 50 %). La reprise des cours ne devrait cependant avoir lieu qu'en août, lorsque la majorité des activités devraient de nouveau être autorisées.

Relation Etats-Unis / Mexique

- ❖ **Les échanges commerciaux entre le Mexique et les États-Unis se sont élevés à 148 Mds USD au cours du T1 2020, soit une baisse de -1,9 % g.a.**, selon les chiffres du ministère du commerce des Etats-Unis. Le commerce entre les deux pays enregistre ainsi sa plus forte contraction pour un T1 depuis la crise financière de 2009.

Économie

- ❖ **La contraction de l'économie mexicaine au T1 a été légèrement moindre qu'anticipée : le PIB a baissé de -2,2% g.a., contre -2,4% annoncés dans les données préliminaires.** Le PIB du Mexique, touché par la pandémie de COVID-19, n'avait pas enregistré de baisse annuelle aussi importante depuis la crise de 2009, où il s'était contracté de 5 % au troisième trimestre. En plus de détails, le secteur primaire a progressé de 1,1%, le secteur secondaire a enregistré une chute de 3,5% tandis que le secteur tertiaire s'est contracté de 1,2%.
- ❖ **Les secteurs les plus touchés par la récession économique ont été les services de loisirs culturels et sportifs (-14,15% au T1), la construction (-8,22%) et le tourisme (-7,9%).**
- ❖ **La banque centrale a réduit ses prévisions de croissance pour le Mexique : dans le meilleur des cas, Banxico prévoit une récession de 4,6% en 2020 et de 8,8% dans le pire scénario.** Le cas échéant, il s'agirait de la plus forte crise économique du Mexique depuis 1932. La banque centrale estime également une perte d'entre 800 000 et 1,4 million d'emplois formels.
- ❖ **L'activité économique au Mexique pourrait baisser de 14 % g.a au T2 2020,** selon le consensus des analystes consultés par la Banque centrale (Banxico). Ils estiment également que la récession liée à la pandémie de COVID-19 pourrait durer jusqu'au T1 2021.
- ❖ **La valeur des exportations mexicaines a atteint 23 Mds USD en avril, soit une baisse de 40,9% g.a.,** selon les données publiées par l'INEGI. Il s'agit de sa chute la plus importante depuis 1986. En particulier, les exportations de pétrole (en valeur) ont chuté de 66,4% et les exportations automobiles de 79,1%.
- ❖ **Selon le président Andrés Manuel López Obrador (AMLO), près d'un million d'emplois pourraient être perdus dans le pays à cause de la pandémie.** Pour rappel, plus de 550 000 emplois formels ont été perdus sur le seul mois d'avril.
- ❖ **L'inflation atteint 2,15 % g.a. en avril, son niveau le plus faible depuis décembre 2015.** L'inflation reste dans l'intervalle cible de la Banque centrale (3 % ± 1 %). En comparaison mensuelle, les prix baissent de -1,01 % vs. mars. L'inflation sous-jacente, excluant les variations de prix exogènes, atteint 2,8 % g.a. L'inflation non-sous-jacente, représentant la partie volatile et exogène de l'inflation, a enregistré la première déflation depuis que l'indicateur est calculé (1983), à -1,96 % g.a. Les prix de l'énergie ont contribué fortement à la décélération des prix, avec une baisse de -9,35 % g.a.
- ❖ **La Banque centrale mexicaine (Banxico) a abaissé de 50 pdp son taux directeur, désormais à 5,5 %, niveau le plus faible en 3 ans.**

- ❖ **Contrairement aux attentes des analystes, les remesas envoyées au Mexique ont augmenté de 35,7 % g.a. en mars**, ce qui représente la plus forte augmentation depuis septembre 2003, selon les données publiées par la Banque centrale (Banxico). Elles ont ainsi atteint 4,2 Mds USD, une augmentation de 49 % par rapport au mois de février. Malgré les conditions économiques difficiles, notamment aux États-Unis d'où sont issues la majorité des remesas, les analystes pensent que, par crainte d'une détérioration significative des perspectives d'emploi et de revenus, de nombreux travailleurs ont profité d'un niveau favorable du taux de change USD/MXN pour envoyer au Mexique une partie de leur épargne jusqu'alors libellée en USD.
- ❖ **Selon le Ministère de l'Economie, trois microentreprises sur dix ont reçu un crédit de 25 000 MXN (environ 1000 EUR), dans le cadre d'un programme de soutien du gouvernement.** La ville de Mexico est la région dans laquelle le plus de demandes de crédits a été enregistrée.

Finances publiques

- ❖ **Les recettes budgétaires ont été plus importantes que prévues pour le T1 2020, et les dépenses enregistrent une sous-exécution sur la même période.** Les recettes ont augmenté de 9,2 % g.a. et 1,05 Md USD supérieur à la somme budgétée, expliquée par la hausse des revenus non-pétroliers compensant la baisse des revenus issus des hydrocarbures. Si la dépense publique a été de 6,2 % supérieure à la même période en 2019, elle enregistre une sous-exécution de 1,15 Md USD. **Les comptes publics enregistrent ainsi un excédent de 1,12 Md USD au T1 2020. PEMEX pèse fortement sur les finances publiques.**
- ❖ **Le Ministère des Finances prévoit une baisse de 13 Mds USD des recettes publiques en 2020, par rapport à celles approuvées dans le budget.** Elles ne devraient ainsi qu'atteindre que 215 Mds USD, contre 228 Mds USD prévues initialement. Le gouvernement explique notamment cette baisse par la baisse des prix du pétrole.
- ❖ **La note souveraine du Mexique perdrait son grade d' « investissement de qualité » d'ici 2022**, selon 75% des analystes interrogés dans le cadre d'une enquête de la Bank of America (BofA). Les investisseurs s'accordent à dire que cette rétrogradation sera principalement due au manque de soutien fiscal dans le cadre de la crise de COVID-19, ainsi qu'au climat général d'incertitude.
- ❖ **La dette publique pourrait atteindre 53,8% du PIB à la fin de l'année**, selon une étude du Centre pour la recherche économique et budgétaire (CIEP), think-tank reconnu. Cela représenterait une augmentation de 15% du montant de la dette, notamment en raison de la baisse des recettes budgétaires et sous l'effet de la dépréciation du peso. **Cette estimation est faite dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de politiques contracycliques mises en place par le gouvernement ; dans le cas contraire la dette pourrait atteindre 56,4% du PIB.**

Entreprises et grands contrats

- ❖ **PEMEX a perdu environ 12,9 USD pour chaque baril de pétrole brut vendu en avril**, lorsque le prix de la « mezcla mexicana » s'est effondré en raison de l'offre excédentaire et de la faible demande causée par la paralysie des activités économiques par la pandémie de COVID-19. L'entreprise pétrolière nationale aurait ainsi subi des pertes par baril proches de 50 % de son coût total de production (estimé à 25,7 USD/baril).
- ❖ **PEMEX a abandonné son objectif d'augmenter la production de pétrole d'ici 2020 en raison de la faiblesse des prix internationaux du pétrole et du climat d'incertitude mondiale généré par la pandémie de coronavirus.** L'augmentation des niveaux de production à 1 850 000 barils par jour est ainsi repoussée à 2021.

- ❖ **Du 1^{er} janvier au 6 mai, PEMEX a enregistré une baisse de 34 % de ses ventes en valeur en raison de la faible demande causée par le coronavirus.**
- ❖ **En avril 2020, la production de véhicules au Mexique a chuté de 98,8 % g.a, tandis que les exportations ont baissé de 90 %.** Ces deux indicateurs ont été affectés par la pandémie de COVID-19 dans le pays, qui a amené le gouvernement fédéral à suspendre depuis le 31 mars toutes les activités jugées non-essentiels, dont l'exploitation des usines d'assemblage de l'industrie automobile. Le gouvernement a publié le 14 mai au journal officiel le texte précisant la stratégie de reprise de l'activité économique. Ce texte précisait que les trois activités – industrie de construction, mines, fabrication d'équipements de transport – sont désormais classées en activité essentielles, et les entreprises concernées ont redémarré leurs activités le 1^{er} juin dernier.
- ❖ **L'aéroport international de Mexico a connu une baisse de 93 % du nombre de voyageurs au cours du mois d'avril.** Selon les chiffres de l'aéroport de la capitale, 3,8 millions de passagers en moins sont entrés et sortis de l'aéroport par rapport à la même période l'année dernière.

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268,2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

- ❖ **Selon la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), le ratio de dette publique des pays centraméricains pourrait progresser en moyenne entre 3,6 points et 7 points de pourcentage en 2020.** Le Guatemala devrait voir en moyenne sa dette publique croître de 3,6 points de pourcentage ; 4 points de pourcentage pour le Nicaragua ; 5,7 points de pourcentage pour la République Dominicaine ; 5,9 points de pourcentage pour le Honduras ; 7,5 points de pourcentage pour le Costa Rica ; 8,1 points de pourcentage pour le Panama ; et 8,4 points de pourcentage pour le Salvador.
- ❖ **Sur la base des prévisions de croissance économique officielles et des résultats les plus récents en matière de recouvrement des impôts, le think tank Institut centraméricain d'études fiscales (IcEFI) estime à 3 845 M USD (0,92 % du PIB régional) la diminution des recettes fiscales pour les pays d'Amérique centrale en 2020, en raison des effets de la pandémie du Covid-19 :** -231,5 MUSD au Nicaragua ; -513,8 MUSD au Guatemala ; -542,5 MUSD au Honduras ; -753,5 MUSD au Costa Rica ; -867,8 MUSD au Salvador ; -936,6 MUSD au Panama.

Costa Rica

- ❖ **Le FMI a approuvé l'octroi d'un prêt de 508 M USD aux autorités costariciennes, suite à la demande du gouvernement.** Le décaissement se fera dans le cadre de l'instrument de réponse rapide, en une seule fois et les ressources devraient être affectées en soutien à la crise économique, et notamment au financement du secteur de la santé.
- ❖ **Fitch a abaissé la notation créditrice de la dette externe du Costa Rica, qui passe ainsi de « B+ » à « B », avec des perspectives « Négatives ».** Cette dégradation reflète des risques accrus de tensions financières à court terme en raison de l'augmentation du déficit budgétaire et d'une contraction économique causée par les effets de la pandémie de coronavirus.
- ❖ **Le Costa Rica devient le 38^{ème} pays à intégrer l'OCDE,** ce qui leur permettra de renforcer leur crédibilité et la confiance des investisseurs et des puissances mondiales, afin d'attirer davantage les investissements étrangers.
- ❖ **La Banque centrale anticipe une récession de -3,6% en 2020.** Elle aurait pour principaux facteurs une baisse de la consommation des ménages et une baisse des exportations de services (principalement représenté par le secteur touristique).

- ❖ **Les recettes fiscales ont diminué d'environ 144 M USD en avril 2020**, soit une baisse de 23% par rapport à avril 2019.

Guatemala

- ❖ **L'État versera une aide d'environ 292 USD par mois pendant au moins un trimestre à plus de 21 900 nouveaux chômeurs, licenciés en raison de la crise du COVID-19 dans 750 entreprises.** Cette aide, demandée par les entreprises, fait partie du « Fonds de Protection à l'Employé » créé pour faire face à la crise du COVID-19. Selon le décret en vigueur, jusqu'à 250 M USD peuvent être utilisés dans le cadre de ce programme.
- ❖ **En avril 2020, les envois de fonds des migrants (*remesas*) vers le Guatemala se sont élevés à 691 M USD, soit -20 % g.a.** selon la Banque centrale du pays.
- ❖ **Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté devraient, d'ici la fin l'année, progresser de 2 points de pourcentage pour s'établir respectivement à 59,9 % et 21,8 %.** Cette hausse de la pauvreté dans le pays serait principalement due, pour de nombreuses familles guatémaltèques, au ralentissement voire à l'absence de *remesas* en provenance des États-Unis en raison de l'impact de la COVID-19 sur l'économie étatsunienne.
- ❖ **Le gouvernement, par l'intermédiaire du Cabinet de développement économique spécifique (Gabeco), a défini 11 piliers visant à favoriser la relance économique du pays dans le cadre de la crise du Covid-19 :** favoriser les exportations (1), améliorer l'attractivité du pays, notamment par la mise en oeuvre de mesures garantissant une plus grande sécurité juridique pour les IDE (2), promouvoir le marché intérieur (3), renforcer les micros et PME (4), promouvoir le tourisme (5), favoriser le crédit public et privé (6), créer un bureau de l'énergie (7), réduire le risque pays (8), optimiser et ajuster la charge fiscale (9), favoriser les prêts immobiliers (10) et développer les infrastructures critiques (11).
- ❖ **La pression fiscale du Guatemala, l'une des plus faibles au monde, pourrait, d'après le Ministère des Finances Publiques, passer de 10,6% du PIB en 2019 à 9,8% du PIB en 2020 en raison de la crise du Covid-19.** Cela représenterait son plus faible niveau depuis la fin des années 1990.

Honduras

- ❖ **La Banque centrale du Honduras prévoit un taux de croissance du PIB compris entre -2,9 % et -3,9 % en 2020.** Elle anticipe néanmoins un rebond de +4 % à +4,5 % pour 2021. **Elle a par ailleurs décidé de maintenir le taux directeur à 4,5 %.**
- ❖ **Le FMI a autorisé une augmentation de 219 M USD des facilités SBA/SCF qui passeront ainsi de 311 M USD à 530 M USD.** Ces facilités de Stand-by Arrangement (SBA) sont des facilités de prêts du FMI qui permettent d'apporter une aide financière sous conditions, généralement avec des objectifs monétaires et budgétaires ciblés. Le Honduras bénéficie d'un tel programme d'assistance financière depuis juillet 2019.
- ❖ **Le Congrès National autorise l'État à augmenter la dette publique du pays jusqu'à 55% du PIB pour faire face à la crise du Covid-19.** Cette décision fait suite à l'annonce de plusieurs agences de notations qui estiment que la dette publique du Honduras (44,6% du PIB au début du mois de mai) est soutenable et bien en deçà du taux moyen de 63% des autres pays disposant d'une notation "B" comme le Honduras.

Nicaragua

- ❖ **Les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté devraient respectivement passer de 47,1 % en 2019 à 51,6 % en 2020 et de 18 % à 21,3 %** selon les prévisions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL).

Panama

- ❖ **Les trois secteurs prioritaires du plan de réactivation de l'économie sont la construction, la production agricole et les services financiers.** Le plan de réactivation comprend tout d'abord la dynamisation des secteurs économiques générant le plus d'emplois, et plus particulièrement, la réactivation de la construction des infrastructures publiques.
- ❖ **Le Président de la République a ratifié le projet de loi instaurant un moratoire sur les frais bancaires pour 7 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2020.** La proposition est d'accorder un moratoire sur les prêts pour le logement, les prêts personnels, les prêts automobiles, les cartes de crédit, et les prêts des petites et moyennes entreprises, agricoles et commerciales.
- ❖ **La Commission européenne a inscrit le Panama dans sa nouvelle liste de pays tiers présentant des carences dans leurs stratégies de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme le 7 mai dernier,** au côté de 10 autres États. Parmi les pays de la région, ont également été inscrits, la Jamaïque, Trinité et Tobago, Bahamas, la Barbade, Nicaragua.
- ❖ **Selon la ministre du travail, le taux de chômage pourrait passer de 7,1% à 20% d'ici la fin de l'année,** ce qui représente une augmentation d'entre 416 000 et 516 000 du nombre de chômeurs.
- ❖ **Le solde de la dette publique s'est établi à 32,3 Mds USD fin avril, soit une augmentation de 5,3 M USD (+20%) par rapport à avril 2019.** Entre mars et avril 2020, la dette a augmenté de 2,5 M USD, liée à l'émission de bons du trésor réalisée par le Ministère de l'Economie et des Finances pour faire face à la crise sanitaire.

Salvador

- ❖ **L'agence de notation Fitch Ratings maintient la notation du Salvador à « B- » mais révisé la perspective de la note souveraine de stable à négative.**
- ❖ **Près de 1,3 millions d'emplois au Salvador seraient impactés par la crise économique actuelle liée à la COVID-19, soit 46,6 % du total des emplois formels dans le pays** selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT).
- ❖ **En avril 2020, les envois de fonds des migrants ("remesas") vers le Salvador se sont élevés à 287 M USD selon la Banque centrale du pays, soit 40% de moins qu'en avril 2019.** Le nombre de transactions a également chuté de -30% en avril 2020 (g.a) pour s'établir à 1,2 million.
- ❖ **Selon la Chambre du Commerce et d'Industrie du Salvador (Camarasal), le secteur privé subirait des pertes quotidiennes de l'ordre de 100 M USD en raison des mesures gouvernementales pour faire face au Covid-19.** Les pertes accumulées depuis le début de la crise dépasseraient les 5 Mds USD, soit 18% du PIB. Seulement 7% des entreprises du pays opéreraient à 100% de leur capacité. 1,1 millions d'emplois seraient affectés

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Cuba

- ❖ **Les principaux secteurs pourvoyeurs de devises sont durement affectés par la pandémie de COVID-19, ce qui aggrave fortement la crise de liquidité du pays : la baisse des entrées de devise pourrait ainsi atteindre 3 Mds USD.** Certains économistes estiment que la contraction des transferts d'argent de la diaspora cubaine, 2^{ème} source d'entrée de devise, ainsi que la baisse du tourisme, 3^{ème}

source d'entrée de devise du pays, représenteraient une perte respective de 2 Mds USD et 1 Mds USD pour Cuba.

- ❖ **Conscientes des conséquences économiques de la pandémie, et notamment de la contraction des revenus pour le pays, les autorités ont approuvé en Conseil des ministres l'ajustement du plan de l'économie pour l'exercice en cours basé sur une réduction des dépenses.** Lors de la réunion, le Ministre de l'économie et de la planification, a pu préciser les priorités du gouvernement : production nationale d'aliments, de médicaments et de produits d'hygiène, protection des exportations, intensification des économies de ressources (notamment énergétiques) et maintien de l'activité productive ainsi que de la commercialisation des produits basiques. Pour certains économistes, la crise actuelle pourrait faciliter l'accélération des réformes comme ce fut le cas lors de la « Période Spéciale » et la récession économique des années 1990 avec l'ouverture du tourisme ainsi que la diversification des acteurs de l'économie.
- ❖ **Les importations cubaines accusent une baisse de 83% entre décembre 2019 et mars 2020, passant ainsi de 441,6 MUSD à 88,7 MUSD (hors combustibles) selon les données du Centre du Commerce International (ITC).** Le rythme annuel des importations, si l'on se réfère au T1, avoisinerait ainsi 1,5 Mds USD alors qu'en 2018 (dernier chiffre publié par les statistiques cubaines), les importations totales (hors combustibles) étaient proches de 8 Mds USD. Pour certains économistes, ces résultats traduisent la mauvaise conjoncture de l'économie cubaine bien avant qu'elle ne soit confrontée à la pandémie du Covid-19 et l'arrêt en début d'année des exportations chinoises. Ces chiffres laissent présager de sérieuses difficultés d'approvisionnement pour le deuxième semestre et remettent à l'ordre du jour la question de la sécurité alimentaire d'un pays où 70% des produits alimentaires sont importés.

Haïti

- ❖ **L'économie haïtienne devait enregistrer un repli de 4,0 % en 2020,** selon le Premier Ministre. Ce repli suivra la baisse du PIB de -1,2 % en 2019. Pour mémoire, les prévisions tablaient sur une baisse du PIB de -0,4 % pour 2020 avant le déclenchement de la crise du COVID-19. Le Premier Ministre explique la baisse de l'activité économique par la chute tant dans le secteur agricole que dans les services, ainsi que la baisse anticipée des investissements et recettes publiques. **Il anticipe un déficit à 6,4 % du PIB et une inflation à 23 % g.a. en fin d'année.**

Jamaïque

- ❖ **Le Gouverneur de la Banque centrale a promis que la Jamaïque sortirait en 2021 de la liste noire européenne** des pays qui posent un risque financier en raison de leur politique de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La Jamaïque fait partie des 12 pays listés par l'Union Européenne. Le Ministre des Finances a par ailleurs indiqué qu'il y aurait un plan d'action pour s'attaquer aux déficiences de la Jamaïque.
- ❖ L'économie jamaïcaine, qui a connu une période de croissance soutenue au cours des deux dernières années, montre maintenant des signes de faiblesse en raison de la pandémie : **les dernières estimations montrent une contraction de l'ordre de 1,5% à 2,5% pour le premier trimestre 2020.**

République dominicaine

- ❖ **Le Ministère des Finances estime à 4,5 % le déficit en 2020, financé par des financements étrangers.** Le déficit était initialement estimé à 2,2 %. Le Ministère des Finances a par ailleurs indiqué que les recettes fiscales sur les quatre premiers mois de l'année avaient baissé de 460 M USD.
- ❖ **Les exportations des zones franches ont crû de 1,5 % g.a. au T1 2020. Les exportations représentent 57 % des exportations totales du pays.** En février, les exportations des zones franches

ont augmenté de 17 % en février vs. janvier pour baisser de 9,3 % en mars vs. février dans le cadre de la COVID-19.

- ❖ **Après deux mois de confinement, le président Medina a communiqué les étapes du déconfinement qui se déroulera en 4 phases à partir du 20 mai 2020.** La phase 1 comprend la réduction des horaires du couvre-feu, la reprise du travail avec des heures d'entrée distinctes pour chaque secteur, une capacité d'accueil des employés réduite au maximum à 50 % selon la taille de l'entreprise et la reprise du transport urbain public, jusqu'à atteindre la phase 4 qui comprendra l'ouverture de 100% de l'activité économique y compris les restaurants, les cinémas, les gymnases, etc. Le président a par ailleurs annoncé la prolongation jusqu'au mois de juin des programmes sociaux « FASE» et « Restez à la maison », qui permet de recevoir jusqu'à 8 500 pesos par mois. Il a également annoncé la création d'un nouveau programme « Pour toi » qui apportera 5 000 pesos par mois à plus de 200 000 professionnels indépendants du secteur formel et la création d'un fonds de garantie et de financement des PME.
- ❖ **L'activité économique en République dominicaine a chuté au mois de mars de -9,2 %** après deux mois en ligne avec le potentiel de croissance (4,5 % en janvier, 5,2 % en février). La moyenne des 12 derniers mois bascule sous le taux de croissance potentielle de 5 %. Il s'agit du premier mois impacté par l'état d'urgence, le confinement, le couvre-feu de 17 heures à 6 heures et la fermeture des frontières, mesures entrées en vigueur le 19 mars. Cette chute de l'activité est près de deux fois supérieure au mois le plus mauvais dans le contexte de la crise financière mondiale de 2008. La contribution du premier trimestre 2020 au PIB est nulle (0,0 %).
- ❖ **Le gouverneur de la Banque centrale a annoncé qu'en trois mois, l'institution monétaire avait injecté 2,1 Mds USD afin de soutenir la monnaie et de limiter la dépréciation.** Par ailleurs, le président de la commission permanente des finances du Sénat a annoncé son soutien au projet de loi visant à recapitaliser la Banque centrale. Cette réforme devrait permettre de renforcer les capacités de cette institution.

MEXIQUE

COMMERCE BILATÉRAL FRANCO-MEXICAIN : 11ème excédent de la France dans le monde, les échanges commerciaux ont entrepris une reprise en demi-teinte en 2019

Le volume des échanges entre la France et le Mexique est reparti à la hausse en 2019 à la faveur d'un accroissement de notre excédent commercial. Cette bonne performance est cependant à relativiser car résultant d'une très bonne tenue de nos exportations dans le secteur aéronautique soumis au calendrier de livraison des ventes d'Airbus. Hors secteur aéronautique nos exportations sont en baisse. Malgré la taille de l'économie mexicaine et son intégration dans le marché nord-américain, la France n'est que le 15ème partenaire commercial du Mexique.

1. Les grands contrats ont permis d'accroître significativement l'excédent français.

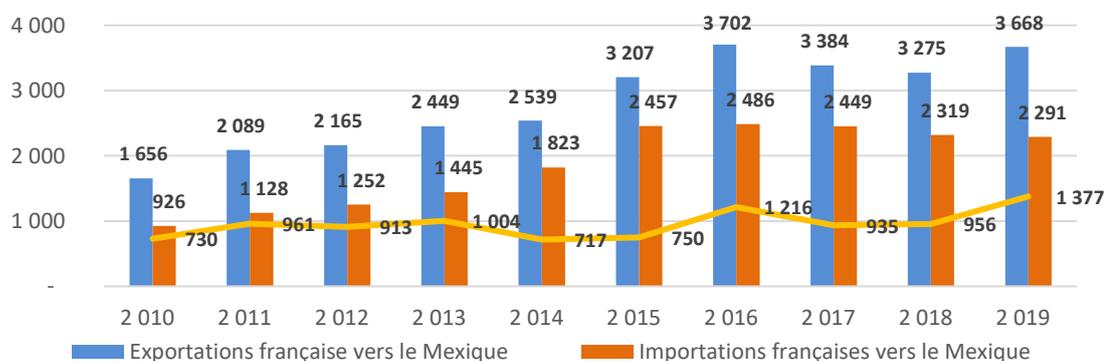
Après deux années de contraction des échanges, le commerce bilatéral a crû de 6,5% en 2019, à 5,96 Mds EUR. Cette augmentation résulte notamment de l'augmentation de 12 % de nos exportations vers le Mexique. En valeur nominale, nos exportations ont augmenté de +393 M EUR. Nos importations du Mexique ont, elles, diminué de -1,2% (soit -70 M EUR).

Cette dynamique permet ainsi à la France de dégager un excédent commercial de 1,38 Md EUR¹ avec le Mexique, une augmentation de +44 % par rapport à 2018. La hausse de nos exportations s'explique principalement par le dynamisme du secteur aéronautique (+51% soit +435 M EUR). Nos importations ont quant à elles augmenté dans trois secteurs caractéristiques de la place du Mexique dans la chaîne de valeur mondiale : l'aéronautique (+70 M EUR) en raison de la présence d'entreprises françaises dans le pays ; les instruments à usage médical et dentaire (+30 M EUR) et les fruits tropicaux et subtropicaux (+20 M EUR)². La France se maintient ainsi comme le 15^{ème} partenaire commercial du Mexique et le 4^{ème} européen, derrière l'Allemagne (3^{ème}), l'Espagne (11^{ème}) et l'Italie (12^{ème}).

Chiffres clés en 2019.

Commerce bilatéral	5,96 Mds EUR (+6,5 %)
Solde commercial pour la France	1,38 Md EUR (+44 %)
Exportations vers le Mexique	3,67 Mds EUR (+12 %)
Importations depuis le Mexique	2,29 Mds EUR (-1,2 %)

Commerce bilatéral entre la France et le Mexique



¹ Il s'agit en 2019 de notre 11^{ème} excédent mondial et de notre premier excédent en Amérique latine.

² Toute donnée, sauf cas contraire, est calculée à partir des données des Douanes Françaises, extraites le 12/02/2020.

2. La hausse des exportations françaises (+12 %) est presque exclusivement portée par le secteur aéronautique : hors aéronautique et hydrocarbures, les exportations baissent de -1,7 %.

La France est le 15^{ème} fournisseur du Mexique en 2019, à la même place depuis 2016, avec des exportations atteignant 3,67 Md EUR (+12 % g.a). La France est le 4^{ème} européen derrière l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Ainsi, le Mexique est le 29^{ème} client de la France en 2019 (+1 rang vs. 2018). Les exportations françaises se sont presque exclusivement concentrées dans l'industrie (99 %). **Les produits de la construction aéronautique et spatiale demeurent le premier poste d'exportations, à 1,28 Md EUR (+51 %), représentant 35 % des exportations françaises en 2019.**

Hors secteur aéronautique et spatial et produits pétroliers (volatiles), le montant de nos exportations diminue toutefois de -1,7 %. Les produits pharmaceutiques, premier poste des exportations non-volatiles (11 %) ont contribué positivement aux exportations françaises (+10,6 % vs. 2018). Les parfums et produits pour la toilette, deuxième poste d'exportation (5,8 %) ont également crû (+7,4 %).

Certains secteurs contribuent très négativement aux exportations françaises : les exportations du secteur automobile³, qui représentent 7,8 % des exportations non-volatiles et une partie significative de l'écosystème entrepreneurial français au Mexique, ont fortement baissé en 2019 (-12,2 %). Les composants électroniques (-26 M EUR ; -24,5 %), la catégorie des « plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques » (-20,3 M EUR ; -58 %) et les véhicules automobiles (-25,7 M EUR ; -32 %) ont également significativement contribué à la baisse.

3. Les importations françaises baissent de 1,2%, en raison du ralentissement des importations de véhicules automobiles, des équipements de communication et d'ordinateurs : trois secteurs clés d'exportation pour le Mexique.

En parallèle de la hausse significative des exportations vers le Mexique, les importations en provenance du Mexique ont diminué de 1,1 % et s'élèvent à 2,3 Md EUR. La France gagne toutefois 2 places au classement des clients du Mexique, à la 15^{ème} place 5^{ème} client européen, derrière l'Allemagne (3^{ème}), l'Espagne (5^{ème}), le Royaume-Uni (11^{ème}) et les Pays-Bas (12^{ème}). Le Mexique reste le 42^{ème} fournisseur de la France, deuxième en Amérique latine derrière le Brésil.

Les importations d'équipements de communication (-46 %), d'ordinateurs (-35 %) et équipements périphériques et de véhicules automobiles (-18 %), qui représentent 23 % du total importé par la France, ont fortement chuté et contribuent significativement à la baisse des importations françaises issues du Mexique.

A l'inverse, trois postes d'importations ont connu une hausse significative sur la période :

- ❖ **Les instruments à usage médical, optique et dentaire demeurent notre premier poste d'importations, représentant 15,6 % des importations françaises, ont crû de 9,2% à 360 M EUR.**
- ❖ **Les aéronefs et engins spatiaux ont progressé de 56 %, et représentent 9 % des exportations françaises,** traduisant la place du Mexique dans la chaîne de valeur mondiale de ce secteur et la forte implantation industrielle française (notamment via les usines au Mexique de SAFRAN et AIRBUS).
- ❖ **Les composants électroniques ont augmenté de près de 70% sur la période à 42 M EUR.**
- ❖ **Les préparations pharmaceutiques ont augmenté de près de 50% sur la période à 50 M EUR.**

³ Plusieurs secteurs sont considérés dans cet agrégat : « Autres parties et accessoires pour véhicules automobiles » ; « Véhicules automobiles » ; « Équipements électriques et électroniques automobiles » ; « Carrosseries automobiles ; remorques et semi-remorques » ; « Moteurs et turbines, à l'exclusion des moteurs pour avions, automobiles et motocycles ».

Commentaires : Après deux années de baisse, nos échanges avec le Mexique retrouvent une hausse notable, mais en demi-teinte car portés uniquement par le secteur aéronautique et les livraisons d'Airbus. Malgré une importante présence française (plus de 500 entreprises), le Mexique demeure un partenaire commercial de second rang pour la France. Le volume des échanges commerciaux en 2020 devraient particulièrement souffrir de la crise du COVID-19 alors que les compagnies mexicaines acheteuses d'Airbus connaissent des difficultés financières importantes et que le secteur aéronautique mexicain est à ce jour à l'arrêt, en application du décret des autorités mexicaines sur les activités essentielles. Seule perspective favorable, l'aboutissement des négociations concernant l'accord modernisé UE-Mexique qui pourrait, une fois en vigueur, accroître les échanges commerciaux avec les pays membres de l'UE si l'offre française arrive à se démarquer des autres pays européens.

Antoine SARRAZIN –

antoine.sarrazin@dgtresor.gouv.fr

Jacques ROBIN –

Jacques.robin@dgtresor.gouv.fr

Aurélien SALVINI –

aurelien.salvini@dgtresor.gouv.fr

Mexico, le 29 avril 2020

AMERIQUE CENTRALE

Les échanges commerciaux entre la France et l'Amérique centrale (CA-4)⁴ en 2019

Entre 2015 et 2019, les échanges commerciaux entre la France et les pays d'Amérique centrale (CA-4 + Belize) se sont élevés en moyenne autour de 385 M€ (+4% en moyenne chaque année) et à 371 M€ en 2019, après une année 2018 marquée par plus de 180 M€ de ventes aéronautiques françaises vers le Salvador. Le Honduras redevient en 2019 le 1er partenaire commercial de la France, devant le Guatemala (notre 1er client traditionnel de la zone), le Nicaragua et le Salvador. Il demeure également notre principal pays fournisseur avec 44,2% du total de nos achats. Notre balance commerciale (peu significative) avec le Belize se trouve à l'équilibre. Comme en 2018, la crise socio-politique qui secoue le Nicaragua n'a pas perturbé nos échanges, certes très modestes, avec ce pays. La grave crise actuelle du Covid-19 et son fort impact à venir sur l'économie mondiale laisse néanmoins craindre un ralentissement du commerce bilatéral de la France avec la région pour 2020.

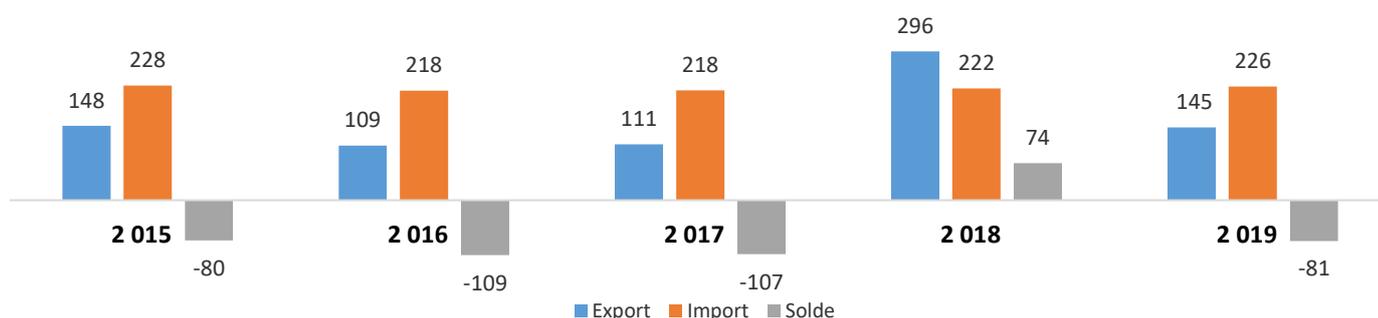
1. Sur la période 2015-2019, le commerce de la France avec les pays du CA-4 a plafonné en moyenne chaque année autour de 384 M€ ; boosté par les ventes aéronautiques vers le Salvador en 2018.

Entre 2015 et 2019, les échanges commerciaux entre la France et les pays du CA-4 ont progressé en moyenne de +4% par an. Ils ont plafonné annuellement, en moyenne, autour de 384 M€, avec une année 2018 pic à 517 M€ boostée par des ventes aéronautiques au Salvador.

Les exportations françaises à destination des pays du CA-4 + Belize ont atteint en moyenne 162 M€/an, avec une progression interannuelle d'environ +23%, et 145 M€ en 2019, tandis que les importations françaises, restées stables sur la période 2015-2019, s'établissent à 226 M€ en 2019.

La balance commerciale sur la période demeure globalement déficitaire pour la France, de -60,3 M€ en moyenne chaque année.

Échanges France – CA-4 + Belize / 2015 – 2019 (M€)



Source : Douanes françaises

2. Des échanges entre la France et le CA-4 en 2019 qui retrouvent leur niveau de 2015

Les échanges commerciaux entre la France et l'Amérique centrale (CA+4 et Belize) ont atteint 371 M€, soit une diminution de 28% par rapport à 2018. L'absence de nouvelles ventes aéronautiques

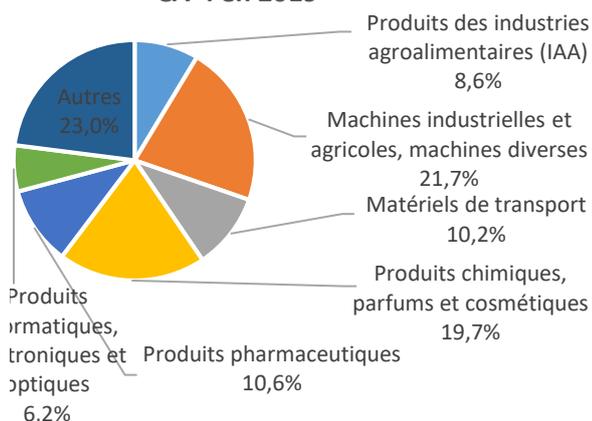
⁴ Pays du CA-4: Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador.

(183 M€ en 2018), autorise donc logiquement en 2019 une nette diminution de 51% des exportations (145 M€) par rapport à 2018, **bien que les exportations courantes progressent quant-à-elles de 28%. On note par ailleurs en 2019 une légère progression de nos importations de l'ordre de 2% (226 M€ contre 222 M€ en 2018).**

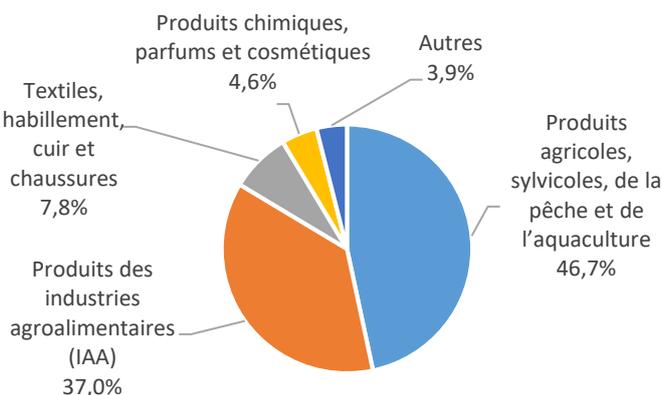
Comme en 2015, la France affiche ainsi en 2019 avec l'Amérique Centrale (CA-4 + Belize) près de 81 M€ de déficit commercial, soit un taux de couverture de 64% (moyenne de 73% entre 2015 et 2019).

Principaux produits échangés entre la France et les pays du CA-4, en 2019

Exportations françaises vers les pays du CA-4 en 2019



Importations françaises en provenance des pays du CA-4 en 2019



Source : Douanes françaises

En 2019, le premier poste d'exportations de la France vers les pays du CA-4 concerne les machines industrielles et agricoles, machines diverses, avec environ 31,5 M€ (67% de plus qu'en 2018 ; 21,7% du total). Le deuxième poste d'exportations françaises vers la région correspond aux produits chimiques, parfums et cosmétiques (28,6 M€, en baisse de -4% par rapport à 2018 ; 19,7% du total). En troisième position se situent les produits pharmaceutiques (15,3 M€, en nette augmentation de +13% par rapport à 2018 ; 10,6% du total), devant les matériels de transport (14,8 M€, une chute de 92% par rapport à 2018 suite aux ventes ponctuelles de plus de 180 M€ d'Airbus A320neo à la compagnie aérienne Avianca en 2018 ; 10,2% du total), les produits des industries agroalimentaires (IAA) (12,5 M€, en augmentation de +17% par rapport à 2018 ; 8,6% du total) et les produits informatiques, électroniques et optiques (9 M€ ; +80% par rapport à 2018 ; 6,2%).

S'agissant des achats de la France aux pays du CA-4, ils portent, comme chaque année, principalement sur des produits du secteur agricole et agroalimentaire (café surtout), qui ont représenté, comme en 2018, 84% de ses importations (189 M€, en légère hausse de +1,4% par rapport à 2018), devant les produits textiles (17,6 M€, en baisse de -2% par rapport à 2018 ; 7,8% du total) et les produits chimiques, parfums et cosmétiques (10,5 M€ ; +53% par rapport à 2018 ; 4,6% du total).

Par pays, nos échanges commerciaux sont historiquement excédentaires avec le Guatemala et le Salvador. Ils sont en revanche structurellement déficitaires avec le Honduras et le Nicaragua. Le solde commercial de nos très modestes échanges avec le Belize, habituellement négative, est, comme en 2018, proche de l'équilibre. (c/f graphes des échanges par pays 2015-2019 en annexe). C'est avec le Honduras que le déficit commercial de la France est le plus élevé (-64,9 M€ ; -30% par rapport à 2018), puis avec le Nicaragua (-47,9 M€ ; +16%). **Les exportations françaises vers le**

Guatemala (66,9 M€) représentent toujours, à elles seules, 46,2% de l'ensemble des ventes de la France vers la région. Les importations

Echanges France – CA-4 2018 / 2019

	Guatemala	Honduras	Nicaragua	Salvador	Belize	CA-4 + Belize
Exportations 2018 (M€)	57,7	17,9	9,4	208,3	2,9	296,2
Exportations 2019 (M€)	66,9	35	9,5	31,3	2,2	144,9
Evolution des exportations (%)	15,9%	95,5%	1,1%	-85,0%	-24,1%	-51%
Importations 2018 (M€)	47	110,6	50,7	11,3	2,4	222
Importations 2019 (M€)	53,3	99,9	57,4	12,6	2,8	226
Evolution des importations (%)	13,4%	-9,7%	13,2%	11,5%	16,7%	2%
Solde 2018 (M€)	10,7	-92,7	-41,3	197	0,5	74,2
Solde 2019 (M€)	13,6	-64,9	-47,9	18,7	-0,6	-81,1
Evolution Solde (%)	27%	-30%	16%	-91%	-220%	-209%
Echange totaux 2018	104,7	128,5	60,1	219,6	5,3	518,2
Echange totaux 2019	120,2	134,9	66,9	43,9	5	370,9
Taux de variation des échanges	14,8%	5,0%	11,3%	-80,0%	-5,7%	-28,43%

Source : Douanes Françaises

Au-delà de cette analyse, il convient de rappeler que les statistiques des douanes françaises ne reflètent plus le réel degré de pénétration commerciale française dans ces pays (comme dans bien d'autres). La plupart de nos grands groupes qui exportent leurs produits en Amérique centrale (biens de consommation, en particulier) disposent en Amérique latine, notamment (Mexique, Colombie et Brésil) d'importantes unités de productions industrielles dont les flux à l'export vers ces pays ne rentrent pas logiquement dans nos statistiques. A cela s'ajoute que bon nombre de produits (parfums/cosmétiques, produits pharmaceutiques, textile/habillement, accessoires de mode, produits de luxe, etc..) fabriqués dans l'hexagone et distribués sur ces marchés, transitent par l'importante plate-forme de redistribution qu'est la Zone franche de Colon du Panama, biaisant là encore le niveau de nos exportations.

Commentaires : Les échanges commerciaux entre la France et l'Amérique centrale (CA-4 + Belize), en diminution de 28,4% (g.a), plafonnent toujours en 2019 en dessous de la barre des 400 M€ ; et nos exportations sous la barre des 150 M€. Abstraction faite de l'absence en 2019 de ventes aéronautiques (180 M€ en 2018), notre commerce bilatéral progresse de 11% grâce au bon comportement de nos exportations (+28%) vers l'ensemble des pays de la zone. Ces dernières sont soutenues notamment par la nette hausse de 67% (g.a) de nos ventes de machines industrielles et agricoles qui s'établissent en 2019 à 31,5 M€ (21,7% du total des exportations). On remarque que nos exportations vers le Nicaragua (toujours bien faibles) n'ont pas encore souffert de la crise dans le pays. Les pays de la région continuent d'offrir un potentiel avéré en débouchés à nos entreprises (agroalimentaire, produits de santé et du bien-être, habillement/mode, équipements et matériels industriels, et, entre autres, les produits destinés à la construction). Force est de penser que pour 2020 et les prochaines années l'évolution de nos échanges, suite à l'impact de la crise du Covid-19, va rester une grande incertitude.

Clément GALLARDO –
clement.gallardo@dgtrésor.gouv.fr

Antonio AVILA –
antonio.avila@dgtrésor.gouv.fr
Guatemala, le 02 avril 2020

Costa Rica

La propagation du virus est limitée mais l'endettement se poursuit

Face à la pandémie de COVID-19, l'économie costaricienne est particulièrement affectée : le FMI anticipe une récession de 3,3% en 2020. Si le gouvernement cherche à atténuer l'impact de la crise sanitaire via une série de mesures, ses capacités de financements sont néanmoins limitées. Le pays a donc, de façon pragmatique, décidé de s'appuyer sur l'aide des bailleurs internationaux pour obtenir des liquidités et gérer au mieux la crise.

1. Les impacts économiques du COVID-19 et des mesures de confinement se font d'ores et déjà ressentir

Le Costa Rica est, à l'instar des autres pays d'Amérique centrale, affecté par la pandémie de COVID-19 : il compte 713 cas recensés au 29/04 et 6 décès. Il a cependant la plus basse mortalité du continent (0,9%) et le nombre de nouvelles infections est en baisse, signe d'une relative bonne gestion de la crise. Les experts attribuent les bons résultats obtenus jusqu'à présent au système de santé étendu et gratuit, à la détection précoce des cas ainsi qu'aux mesures recommandées par le gouvernement : hygiène, quarantaine et éloignement physique.

En effet, pour tenter d'endiguer la propagation du virus, le gouvernement costaricien a pris des mesures d'ampleur, notamment en déclarant l'urgence nationale, le confinement obligatoire, la fermeture des écoles et de la majorité des espaces publics, en restreignant les voyages pour les résidents et en interdisant l'entrée dans le pays pour les non-résidents.

Si ces mesures ont permis une lente progression de la maladie au Costa Rica, elles ont toutefois d'ores et déjà un impact économique important : le FMI anticipe désormais une contraction économique de 3,3% en 2020 (vs. +2,5% prévu pré-COVID-19). L'effondrement de l'activité économique, particulièrement important au Costa Rica en raison de sa forte exposition au commerce international, au tourisme et aux investissements étrangers, exerce une pression supplémentaire sur le niveau déjà élevé du chômage, avec des pertes d'emplois substantielles dans de nombreux secteurs et une baisse prévue des revenus d'environ 40 % du secteur formel. Les pauvres et les personnes vulnérables seront gravement touchés, notamment ceux qui se trouvent dans le secteur informel qui représente 46 % des salariés.

2. Le gouvernement cherche à atténuer les effets de la crise sanitaire mais ses marges de manœuvre sont limitées

Pour chercher à atténuer ces effets économiques, les autorités ont adopté une série de mesures fiscales, financières et monétaires. Les principales mesures prises sont : un moratoire de trois mois sur le paiement des impôts ; le report du paiement des cotisations de sécurité sociale et leur proportionnalité au temps travaillé ; des subventions et des transferts pendant trois mois aux familles les plus vulnérables économiquement touchées par la crise (programme *Proteger*) ; un soutien ciblé aux PME ; et des mesures monétaires et réglementaires visant à assouplir les conditions de crédit et de liquidité, notamment une réduction de 100 points de base du taux directeur à un niveau historiquement bas (1,25%), un assouplissement de la réglementation sur les prêts de restructuration et un éventuel moratoire ciblé sur le paiement du principal et/ou des intérêts des prêts pour les secteurs les plus touchés.

Si ces mesures semblent essentielles face à l'urgence, elles ont cependant des implications financières très importantes, particulièrement à l'heure où le Costa Rica avait entamé des efforts d'assainissement budgétaire.⁵ En effet, dans l'ensemble les dépenses devraient augmenter d'environ 2,4% du PIB, en raison de l'octroi de transferts sociaux aux secteurs et aux personnes les plus touchés (environ 1 % du PIB), des dépenses médicales (environ 0,3 % du PIB) et de l'impact du ralentissement de la croissance. Inversement, une baisse des recettes fiscales d'environ 1,3% du PIB est anticipée due à l'impact de la forte baisse de l'activité économique et aux mesures d'allégement fiscal.

En conséquence, le déficit budgétaire primaire et global pour 2020 devrait se creuser pour atteindre 4,8 % et 9,8 % du PIB respectivement.

Enfin, une détérioration de la situation extérieure du pays est également attendue, avec un important déficit de la balance des paiements, estimé à 1,6 Md USD, soit 2,5% du PIB (FMI). Les recettes du tourisme (6% du PIB) se sont effondrées à partir de mars 2020, en raison des fermetures de frontières et des restrictions de voyage et une baisse de la demande touristique de 60% est attendue pour 2020 dans son ensemble tandis qu'une chute significative des IDE est anticipée sur l'année. Ces baisses ne seront que partiellement compensées par la baisse des prix du pétrole, entraînant donc un important déficit de la balance des paiements.

3. Le Costa Rica s'appuie sur les ressources des bailleurs internationaux

Face à cette situation, le gouvernement a pris la décision de réorienter une partie des ressources multilatérales obtenues récemment. Ainsi, une partie d'un prêt budgétaire de la CAF de 500 M USD, initialement destiné au règlement du service de la dette, est utilisée depuis début avril pour financer le plan gouvernemental *Proteger*. Parallèlement, 60% d'un prêt BID de 230 M USD pour le plan de décarbonation du pays finalisé en mars dernier a finalement été redigiré vers les secteurs sociaux toujours dans le cadre du plan *Proteger*.

De plus, le Costa Rica a fait appel à de nouveaux prêts : le FMI a approuvé le 29 avril un prêt de 504 M USD pour aider le pays à faire face à la pandémie. Les autorités costariciennes ont également fait une demande de rallonge à un appui budgétaire en cours de négociation avec la Banque Mondiale (300 MUSD) et la BCIE (200 MUSD) de respectivement 200 M USD et 50 M USD supplémentaire pour le financement du déficit budgétaire ; du secteur santé et de la police sur les aspects sociaux du rôle des forces de l'ordre.

Ainsi, malgré les mesures d'assainissement des finances publiques récemment entamées, la dette publique devrait augmenter à court-terme. Selon le FMI, en l'absence de mesures compensatoires, la dette publique pourrait atteindre environ 68 % du PIB en 2020, contre 58,5 % en 2019 et un ratio de 61 % anticipé avant le choc.

Commentaires: La réponse du Costa Rica face à la pandémie du coronavirus est globalement considérée comme adéquate et bien ciblée et a d'ailleurs permis de faire remonter la popularité du gouvernement actuel. Outre les mesures sanitaires, le gouvernement a pris une série de mesures financières pour tenter de limiter l'impact économique de la crise et des mesures de confinement. Cependant, pour financer ces

⁵ La situation budgétaire est la principale vulnérabilité du Costa Rica, même avant le choc de COVID-19. La balance budgétaire s'est fortement détériorée sur la dernière décennie (depuis la crise de 2008-9) et une réforme fiscale d'envergure a été votée fin 2018 tandis que des mesures fiscales supplémentaires avaient été annoncées début février.

mesures face aux marges de manœuvres limitées du gouvernement, celui-ci a du creuser le déficit public et s'appuyer sur les aides des institutions multilatérales. Si l'urgence est à l'endigement de la crise, cet endettement important pourra peser sur les finances publiques et la capacité de relance du gouvernement à plus long-terme alors que celui-ci entamait un assainissement de ses finances.

Jessica SUAREZ –

jessica.suarez@dgtresor.gouv.fr

Pascal CARRERE –

Pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

Annabel LEENHARDT –

Annabel.leenhardt@dgtresor.gouv.fr

Aurélien SALVINI –

aurelien.salvini@dgtresor.gouv.fr

Mexico, le 01 mai 2020

REPUBLIQUE DOMINICAINE

L'évolution du modèle de développement de la République dominicaine a permis une légère réduction des inégalités

La République dominicaine développe une croissance forte depuis la crise bancaire de 2003 dont les répercussions sur la pauvreté et les inégalités ont été durables. La pauvreté et les inégalités ont diminué ces dernières années, notamment grâce aux politiques sociales mises en place par le gouvernement Medina. Mais la population réclame la fin de la corruption.

1. Le pays affiche la première croissance du continent américain en 2018 et 2019

Historiquement économie de canne à sucre, la République dominicaine a développé des capacités industrielles pour réduire les importations puis, à partir des années 1980, stimulé le tourisme et le modèle de zones franches exportant vers les Etats-Unis. La crise bancaire de 2003 a marqué un contretemps dans une croissance ininterrompue depuis. Cette crise s'était traduite par une dévaluation forte (100 % en un an), une inflation élevée (27 % en 2003, 51 % en 2004), ainsi qu'une contraction de l'économie et une perte massive d'emplois.

La croissance de la République dominicaine s'appuie principalement sur consommation privée et investissement, à rebours de la tendance régionale. En termes sectoriels, les services assurent la majorité de la croissance et représentent 60 % du PIB. Le FMI estime la croissance potentielle du pays à 5 % par an. Le PIB par habitant a doublé depuis 2005, avec une accélération depuis 2013. Dans la région Amérique latine et Caraïbe, seul Panama affiche de meilleurs résultats depuis 2000.

Les zones franches orientées aux trois quarts vers les Etats-Unis représentent plus de la moitié des exportations dominicaines. Elles exportent principalement des instruments médicaux, des appareils et matériels électriques, des vêtements en matières textiles et des tabacs manufacturés. L'autre secteur en croissance concerne les minerais, suite à la relance de la prospection aurifère au début des années 2010.

2. L'emploi est majoritairement informel

En raison des conséquences prolongées de la crise bancaire et alors que les salaires minimums ont été régulièrement revalorisés ces dernières années, les salaires n'ont pas retrouvé leurs niveaux du début des années 2000. Cette stagnation des salaires a cependant accompagné une hausse régulière de la productivité du travail, seulement dépassée par Panama.

Le taux d'informalité du marché du travail est estimé à 55 % fin 2019, contre 58 % fin 2014. Si l'hôtellerie-restauration voit sa force de travail partagée équitablement, l'informalité est la règle dans l'agriculture et la construction, elle est majoritaire dans le transport et le commerce. La progression de l'emploi formel depuis 2014 a reposé sur le commerce, l'industrie et le secteur sanitaire et social. La progression de l'emploi informel a reposé sur la construction et le commerce. Le taux de chômage au sens de l'OIT s'élève à 5,9 % fin 2019.

Le nombre d'immigrés est estimé pour 2017 à 571 000 personnes, dont 498 000 Haïtiens. Les Haïtiens constituent une immigration de travail, peu qualifiée, masculine et jeune, qui maîtrise mal l'Espagnol. Ils sont employés dans les secteurs agricole, de la construction et commercial et comptent pour plus de 8 % des emplois dominicains. Une nouvelle immigration vénézuélienne s'est développée récemment, atteignant plus de 90 000 personnes en 2020.

3. Les inégalités demeurent importantes malgré quelques progrès récents

Suite à la crise bancaire, le taux de pauvreté national s'établissait encore à 39,6 % de la population en 2013, avant de baisser régulièrement pour s'établir à 22,8 % en 2019. Le niveau de pauvreté en zones rurales, plus élevé que la moyenne, diminue plus fortement ces dernières années. Cela s'explique, outre par la croissance économique, **par le développement de politiques sociales par le gouvernement Medina depuis 2012**, notamment l'éducation, la santé et la microfinance.

Suite à la crise bancaire, le taux de pauvreté national s'établissait encore à 39,6 % de la population en 2013, avant de baisser régulièrement pour s'établir à 22,8 % en 2019. Le niveau de pauvreté en zones rurales, plus élevé que la moyenne, diminue plus fortement ces dernières années. Cela s'explique, outre par la croissance économique, par le développement de politiques sociales par le gouvernement Medina depuis 2012, notamment l'éducation, la santé et la microfinance.

Alors que le coefficient de Gini a dépassé 0,48 après la crise bancaire de 2003 et jusqu'en 2012, il s'établit en 2018 à 0,439. Les inégalités sont aujourd'hui moins importantes qu'au Costa Rica ou au Mexique. La répartition des revenus, plus favorable au premier quintile par rapport aux voisins, s'explique par une croissance des salaires réels pour les plus pauvres, le développement de transferts sociaux et le développement des transferts de la diaspora (+ 43 % en quatre ans).

Dans le dernier rapport du PNUD sur l'indice de développement humain, la République dominicaine est classée 89^{ème} avec un score de 0,745, inférieur à la moyenne régionale Amérique latine et Caraïbe de 0,759. L'indice d'inégalité de genre est mauvais en raison du taux de mortalité maternelle (92 pour 100 000 naissances vivantes) et du taux de grossesses adolescentes (94,3 pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans).

4. Les contestations sociales sont venues rappeler les politiques à l'ordre

La population dominicaine s'est largement mobilisée sur **plusieurs grands dossiers opposant investissements économiques (minier ou touristique) et protection de l'environnement**. De même, la pression populaire a conduit le gouvernement à adopter **un budget de l'éducation à 4 % du PIB** à partir de la loi de finances 2013.

La population dominicaine s'est largement mobilisée sur plusieurs grands dossiers opposant investissements économiques (minier ou touristique) et protection de l'environnement. De même, la pression populaire a conduit le gouvernement à adopter un budget de l'éducation à 4 % du PIB à partir de la loi de finances 2013.

Le 22 janvier 2017, la marche verte lançait un mouvement contre l'impunité et la corruption au moment où la justice dominicaine investiguait le dossier Odebrecht. La République dominicaine est toujours en 2019 classée 137^{ème} sur 180 pays dans l'indice de perception de la corruption élaboré par Transparency. Suite à la suspension des élections municipales le 16 février 2020, la société civile a manifesté une défiance à l'égard de la classe politique ainsi que des comportements de fraude et de corruption.

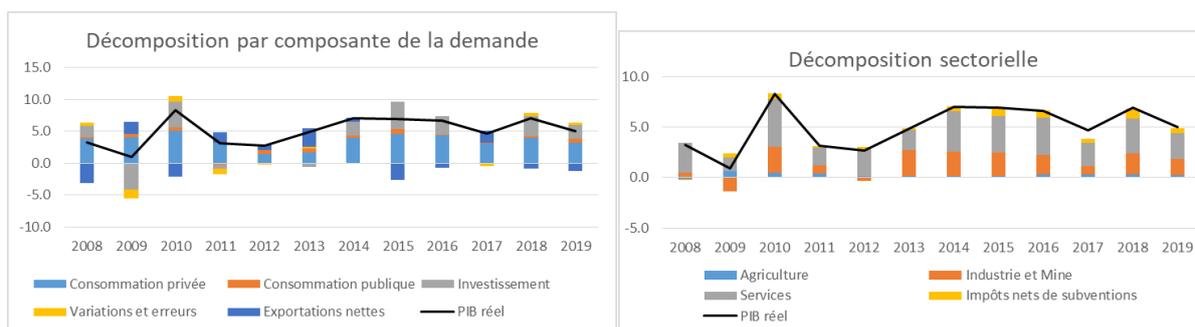
Commentaire: Malgré la croissance économique robuste, les inégalités sociales creusées par la crise bancaire de 2003 ont perduré pendant dix ans. Les récents progrès en termes de réduction de la pauvreté seront remis en cause à la suite de la crise sanitaire, économique et sociale causée par le Covid-19. La réaction du gouvernement, finançant les ménages et l'économie informelle d'une part, et le chômage partiel d'autre part, découle d'une prise de conscience de la nécessité de renforcer les filets de sécurité sociale. Le

prochain gouvernement sera attendu sur le développement du système de santé et l'amélioration de l'éducation.

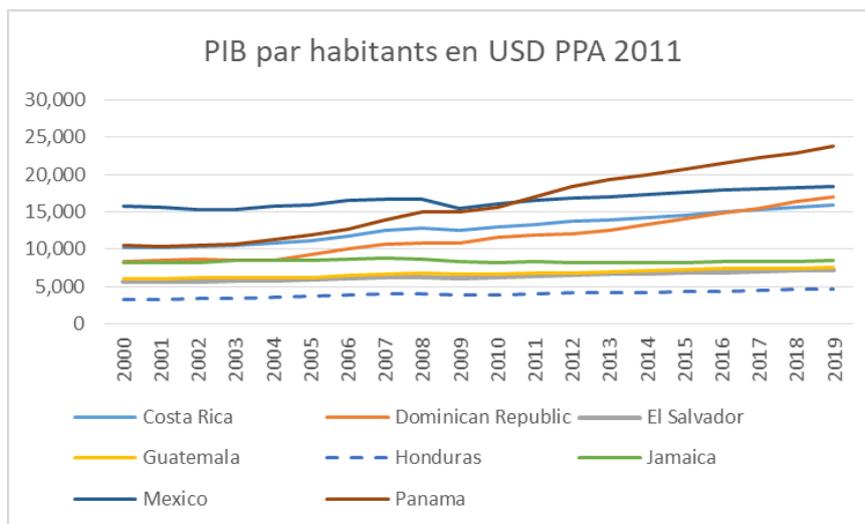
Jean-Baptiste DABEZIES –
Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtrésor.gouv.fr
Saint-Domingue, le 20 mai 2020

Annexes

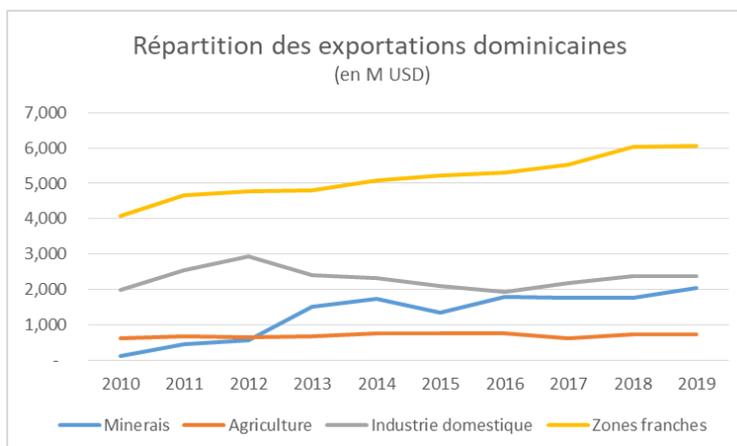
Contributions à la croissance en République dominicaine



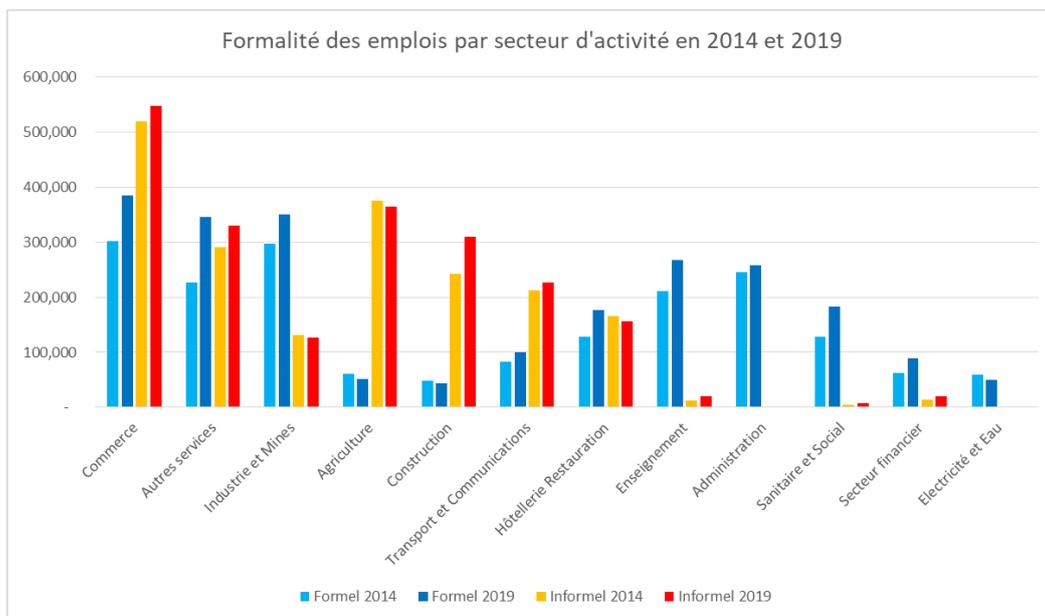
Source: Banque centrale de la République dominicaine



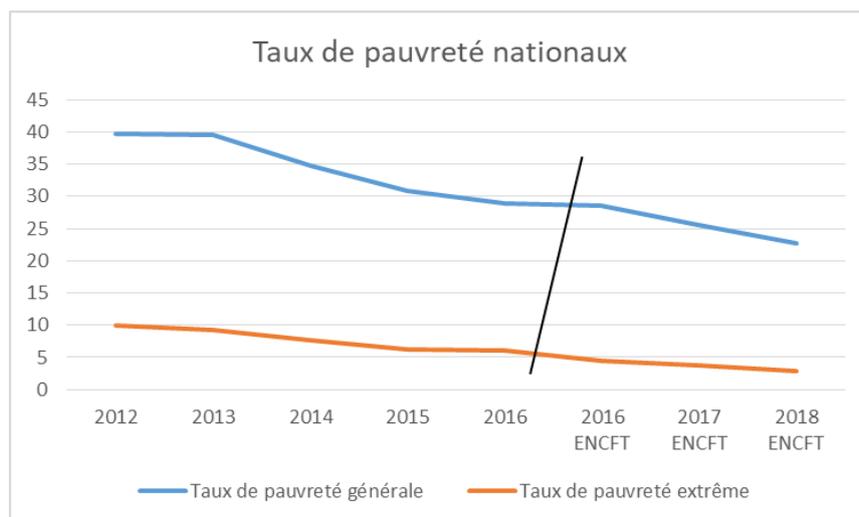
Source: FMI, World Economic Outlook Database, April 2019



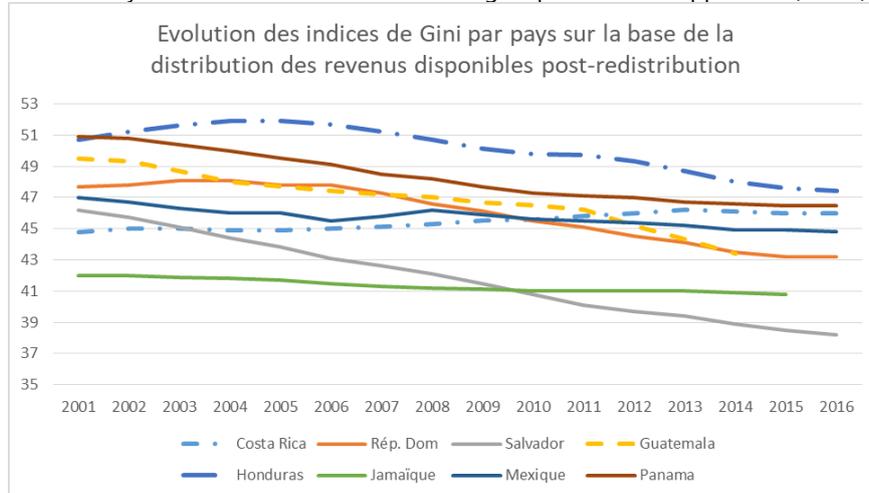
Source: Banque centrale de la République dominicaine



Source: Enquête nationale continue de la force de travail (ENCFT), Banque centrale de République dominicaine



Source : Système national d'indicateurs intégrés pour le développement (SINID)



Source: Solt, Frederick. "The Standardized World Income Inequality Database." SWIID Version 8.2, November 2019

CUBA

Le secteur touristique à Cuba

Le tourisme reste l'un des secteurs clefs de l'économie cubaine. En 2018 il représentait la troisième source de devises du pays avec 2,97 Mds USD de recettes (soit -10% par rapport à 2017), après l'exportation de services à l'étranger (notamment coopérants médicaux) et les remesas (transferts financiers des émigrés cubains). Il constituait jusqu'à peu l'un des seuls moteurs de croissance de l'économie, bénéficiant tant au secteur public qu'au « secteur privé » embryonnaire (chambres d'hôtes, restaurants). Le passage de l'ouragan Irma en septembre 2017 tout comme l'application progressive des sanctions étatsuniennes de l'administration Trump depuis 2017 (restreignant le tourisme des citoyens américains à destination de Cuba) et la pandémie du covid-19 pèsent sur la croissance du secteur.

1. Un secteur aux résultats mitigés bien que stratégique pour l'économie cubaine...

Le tourisme représente environ 10% du PIB cubain et emploi plus de 500 000 personnes. Le parc hôtelier étatique cubain dispose actuellement de plus de 70 000 chambres, auxquelles s'ajoutent 21 000 chambres d'hôtes privées. Représentant aujourd'hui l'un des seuls leviers de croissance de l'île avec les investissements directs étrangers et le secteur privé, les résultats du secteur s'avèrent primordiaux pour relancer l'économie cubaine. La construction hôtelière est particulièrement dynamique. Plus de 100 000 chambres d'Etat sont en cours de construction d'ici 2030, bien que le taux d'occupation continue de se détériorer (38% entre janvier et septembre 2019). De nouveaux partenariats ont vu le jour en 2019 (signature d'un MoU avec Turkish airlines, la chaîne hôtelière canadienne Blue Diamond s'est vue attribuer l'administration de deux nouveaux hôtels à Cayo Coco et Varadero...) et plusieurs lignes aériennes ont été ouvertes à destination de villes cubaines notamment depuis la Russie (Meeting Point) et de l'Allemagne (Eurowings).

En 2018 comme en 2017, on enregistrait 4,7M de touristes à Cuba. Toutefois, l'année 2019 s'est avérée plus compliquée. L'objectif affiché du Ministère du Tourisme cubain (MINTUR) d'accueillir 5,1M de visiteurs pour l'année 2019 (soit +7,4% par rapport à 2018) a dû être revu à la baisse en milieu d'année, pour finalement atteindre 4,3M (soit -15% vis-à-vis des prévisions initiales). Stable par rapport à 2018, le Canada reste le principal pays émetteurs de touristes vers Cuba (1,1M de visiteurs et 26,2% de l'ensemble des voyageurs sur l'année 2019). La Russie s'est distinguée avec le taux de croissance le plus élevé (+29,5%) et des perspectives de développement positives pour les saisons à venir. Bien qu'en recul par rapport à 2018, la France se hisse au 5^{ème} rang des touristes se rendant à Cuba (169 000 personnes en 2019, soit une baisse de 14,3%).

2. ...mais mis à mal par les sanctions américaines et la pandémie du covid-19

Le secteur a souffert de l'entrée en vigueur des nouvelles sanctions étatsuniennes, notamment la restriction des voyages non familiaux vers Cuba ainsi que la suppression d'une des mesures les plus populaires de l'administration Obama, à savoir l'autorisation du tourisme « people to people⁶ » à titre individuel. Parallèlement, de nouvelles mesures ont été appliquées : à l'interdiction des escales des navires de croisières américains vers Cuba, s'est ajoutée celle des voyages en jet privé et d'autres activités touristiques telles que les régates ou concours de pêche ainsi que la suspension des vols opérés par les compagnies aériennes étatsuniennes à destinations de toutes les villes cubaines, sauf La Havane. Après

⁶ Une des 12 catégories de voyages autorisés pour les américains qui souhaitaient se rendre à Cuba. Elle permettait aux américains de voyager à Cuba pour des activités éducatives et des échanges culturels.

avoir été multiplié par 3 entre 2014 et 2016, le nombre de visiteurs américains non-cubains a atteint un peu moins de 500 000 personnes en 2019, soit une chute de 21,9%. Ils représentent aujourd'hui 11,6% de l'ensemble des touristes visitant Cuba. Les Etats-Unis conservent néanmoins leur 2^{ème} place dans le top des pays émetteurs de touristes vers Cuba en 2019, preuve d'un marché particulièrement amorphe.

A cela vient s'ajouter la décision des autorités cubaines de fermer temporairement leur espace aérien (au moins jusqu'au 30 juin 2020) pour lutter contre la propagation de la pandémie ainsi que l'atonie prévisible du marché du tourisme, qui devraient faire chuter le nombre de visiteurs cette année. Sur les près de 3 Mds USD que générait le secteur, troisième source de devises et secteur prioritaire en termes d'investissements, le manque à gagner pourrait être supérieur à un milliard d'USD en 2020 selon certains spécialistes du secteur, affectant les opérateurs publics tout comme le secteur privé (chambres d'hôtes et restauration). Il faudra certainement attendre mi-2021, au mieux, si l'on se réfère aux précédentes crises du transport aérien comme en 2001, pour retrouver le niveau de fréquentation touristique de 2019, déjà en baisse par rapport à 2018.

3. Les projets de développement du gouvernement cubain

Les autorités cubaines poursuivent malgré tout leur objectif de diversification de la localisation et de l'offre touristique (notamment médical). En 2019 le MINTUR a annoncé l'ouverture à moyen terme de 40 nouveaux établissements hôteliers avec une capacité de 18 000 nouvelles chambres. Si le programme d'investissements a été revu à la baisse dès fin 2016 compte-tenu de la dégradation de la conjoncture économique, le secteur du tourisme reste l'un des rares secteurs épargnés et des investissements sont attendus dans les infrastructures et la construction, en particulier la rénovation d'hôtels.

Le secteur de la construction hôtelière est d'ailleurs l'un des seuls secteurs économiques du pays à continuer à fonctionner à plein régime en ces temps de pandémie.

Rémi MANTET-GAY –

remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr

Michel OLDENBURG –

Michel.OLDENBURG@dgtresor.gouv.fr

FOCUS STATISTIQUE

	MEXIQUE	AMÉRIQUE CENTRALE						CARAÏBES			
		Guatemala	Panama	Costa Rica	El Salvador	Honduras	Nicaragua	Rep. Dom.	Haïti	Jamaïque	Trinité et Tobago
INDICATEURS INTERNES											
PIB Nominal (Mds USD)	1 220	79,0	65,2	59,0	26,0	23,8	13,8	80,9	9,5	15,4	22,3
PIB / habitant (USD)	9 807	4 575	15 679	11 744	3 923	2 521	2 108	7 880	857	5 392	16 223
Croissance du PIB...											
...2019 (e)	-0,1 %	3,6 %	3,0 %	2,1 %	2,4 %	2,7 %	-3,9 %	5,1 %	-1,2 %	1,0 %	0 %
...2020 (p)	-6,6 %	-2,0 %	-2,0 %	-3,3 %	-5,4 %	-2,4 %	-6,0 %	-1,0 %	-4,0 %	-5,6 %	-4,5 %
Inflation moyenne (2019)	3,3 %	3,7 %	-0,3 %	2,1 %	0,1 %	4,4 %	5,4 %	1,8 %	17,3 %	3,9 %	1,0 %
Taux de chômage moyen	3,3 %	-	7,0 %	12,4 %	6,7 %	4,1 %	6,1 %	6,1 %	-	9,1 %	4,9 %
Solde Budgétaire (2017) (Total ; Primaire)	-2,3 % ; 1,8 %	-1,7 % ; -0,3 %	-2,0 % ; -0,3 %	-6,0 % ; -2,4 %	-2,5 % ; 0,9 %	0,3 % ; 1,0 %	-4,3 % ; -3,1 %	-3,0 % ; 0,4 %	-2,3 % ; -2,0 %	0,2 % ; 7,0 %	-5,5 % ; -3,0 %
Dette Publique (% du PIB) (2018)	54,1 %	24,5 %	39,4 %	53,5 %	67,1 %	40,3 %	37,2 %	41,6 %	33,0 %	99,4 %	45,3 %
INDICATEURS EXTERNES											
Exportations FR (MEUR)											
...2019	3 668	67	577	70	31,3	35	9,5	124	44	23	31
...2018	3 275	58	457	57	208	18	9,4	119	51	29	29
...2017	3 384	54	332	60	23	22	10	150	52	49	32
Solde bilatéral pour la France ...2019	1 379 M€	14 M€	563 M€	-164 M€	19 M€	-65 M€	-48 M€	-51 M€	31 M€	2 M€	-171 M€

Notes : * Les données sont issues de la base de données du rapport *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2020 du Fonds Monétaire International et de données issues des douanes françaises traitées par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.

* Les données concernant le Gouvernement (dette et situation budgétaire) concernent le Gouvernement central, à l'exclusion des entreprises publiques.

* Pour le Mexique, les chiffres pour la dette (54,1 %) et le solde budgétaire primaire (1,8 %) indiqués sont ceux retenus par le FMI afin de conserver l'homogénéité et la comparabilité avec les autres économies présentées. L'estimation diffère du calcul du Ministère des Finances mexicain (44,8 % pour la dette publique et 0,6% pour le solde budgétaire primaire).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

